

Sortie de l'Alsace du Grand Est : « On ne parle pas assez du projet politique » selon le député Schellenberger

Le député Les Républicains du Haut-Rhin Raphaël Schellenberger appelle à changer de stratégie pour faire avancer le projet de sortie de l'Alsace du Grand Est. La question institutionnelle n'est plus suffisante dit-il, il faut muscler le projet politique.

La Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et la Région Grand Est sont engagées depuis le 14 mai dans des négociations pour un renforcement des compétences de la CEA, mais cet épisode signifie aussi que le projet plus large de transformation de la CEA en une collectivité qui serait à la fois département et région n'est pas envisagé par le gouvernement.

Certains élus comme la députée Renaissance du Haut-Rhin Brigitte Klinkert estiment que chaque nouvelle compétence obtenue rapprochera de l'objectif. Pour le député Les Républicains du Haut-Rhin Raphaël Schellenberger, au contraire, l'épisode souligne les limites de la stratégie entreprise il y a plus de dix ans. D'autant qu'à ses yeux, la majorité présidentielle n'étant que relative à l'Assemblée nationale, il y a peu d'espoir de voir d'ici la fin du mandat d'Emmanuel Macron une loi qui consacrerait le projet porté par le département unique d'Alsace. On notera que certains députés alsaciens de la majorité présidentielle pensent la même chose, en coulisse. D'ailleurs le président de la République n'a pas dit autre chose le 26 avril quand à Strasbourg, il a proposé de discuter de transferts ou délégations de compétences « plutôt qu'un grand jeu institutionnel ».

« Ça ne signifie pas que la méthode n'est pas la bonne, affirme Raphaël Schellenberger, mais après 14 ans de cette méthode-là, qui a produit des succès, et la création de la CEA est un succès, elle nous conduit désormais dans une impasse. On sent aujourd'hui qu'on va avoir du mal à avoir plus, immédiatement ; il faut qu'on remuscle notre stratégie. » D'autant que même dans le camp des LR, le sujet ne fait pas l'unanimité tandis que des élus de grandes agglomérations alsaciennes ont pris position contre la sortie du Grand Est.

« On ne parle pas assez du projet politique et du projet de société »

Raphaël Schellenberger, par ailleurs conseiller départemental du canton de Cernay et membre de la majorité de la CEA fait la distinction entre le projet d'institution et le projet politique et considère que le débat sur la forme administrative du projet a phagocyté le débat politique alsacien. « Cette question alsacienne nécessite un temps de remobilisation sur pourquoi et qu'est-ce que l'Alsace. Depuis 2010, le principal sujet de politique en Alsace est la question institutionnelle. Je suis convaincu qu'il faut une institution forte à l'échelle de l'Alsace et hors du Grand Est mais au service d'un projet pour les Alsaciens. Aujourd'hui, il faut qu'on renforce cet élément-là sinon le risque, c'est que l'on se détache des préoccupations quotidiennes des Alsaciens, de leur identité profonde et que la classe politique alsacienne apparaisse de plus en plus hors sol, préoccupée par ses propres outils ».

D'ailleurs il n'est pas rare d'entendre ici où là l'expression d'une lassitude à voir le sujet sans cesse porté sur le devant de la scène politique. « Aujourd'hui, on parle essentiellement de questions institutionnelles, elles sont importantes mais elles ne sont faites que pour servir un projet politique, de société et on ne parle pas assez du projet politique et du projet de société. Je veux qu'on travaille sur la façon dont on veut emmener l'Alsace dans un projet collectif d'avenir. Quelle est la place de l'économie, de l'engagement associatif. On a la capacité formidable des Alsaciens à se donner pour les autres, comment on protège cela dans le temps ? Comment on fait en sorte que les jeunes générations aient envie de reproduire ce modèle de

société ? Ce sont ces questions que je veux qu'on se pose aujourd'hui. »

« On sera plus forts à défendre la nécessité d'une collectivité alsacienne unique en expliquant ce qu'on va faire avec ces compétences et aujourd'hui, on n'explique pas assez. » Voilà de quoi remplir l'ordre du jour des prochaines réunions de la majorité aux commandes de la Collectivité européenne d'Alsace.